



L'Opinion des Français sur les cartels

Sondage Ifop pour l'Autorité de la Concurrence

1 | La méthodologie

Etude réalisée par l'Ifop pour l'Autorité de la Concurrence

Echantillon



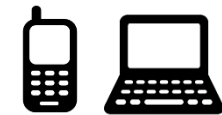
L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **2510** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 19 juin 2017.

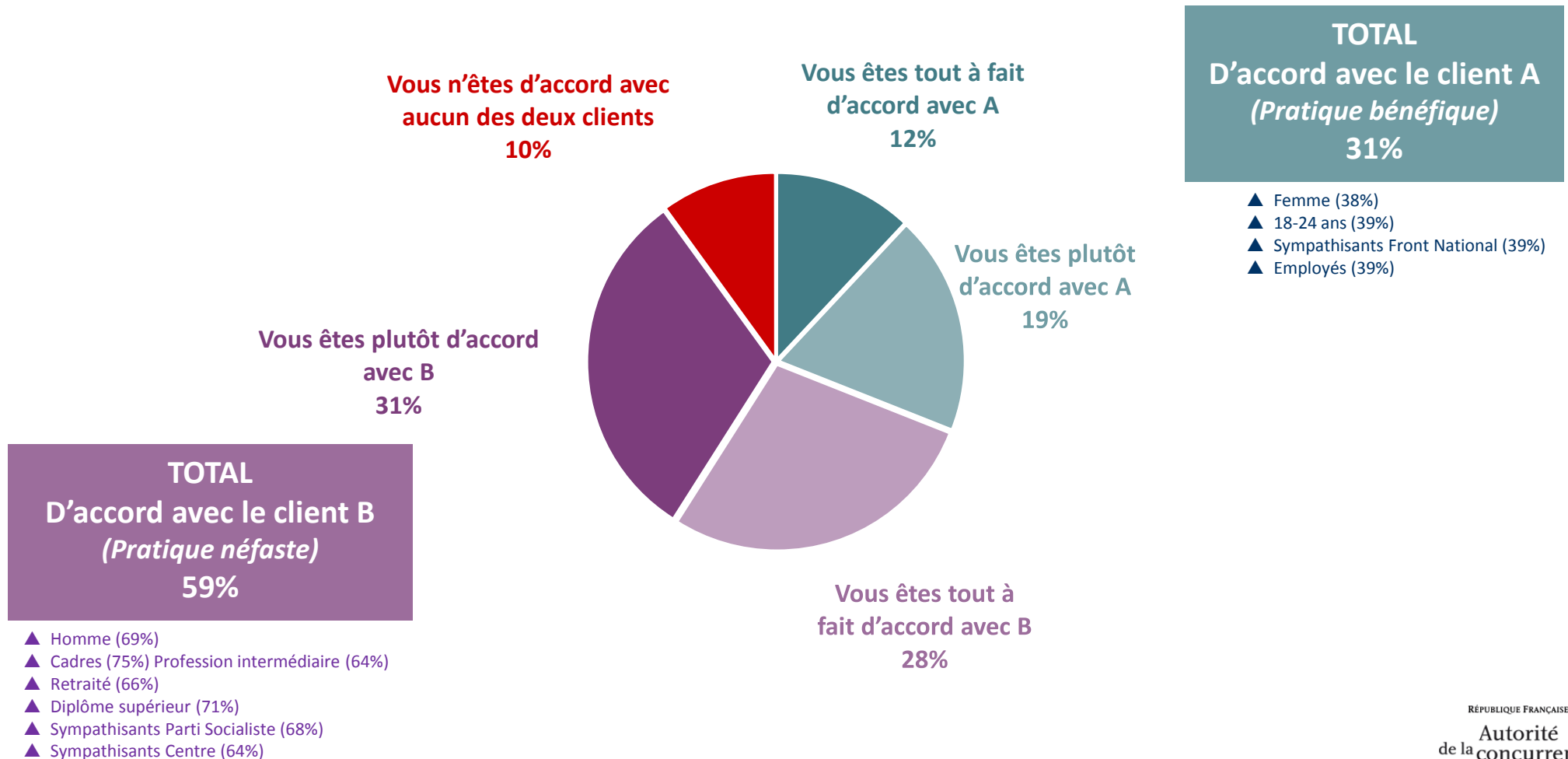
2 | Les résultats de l'étude

QUESTION : Au début de l'hiver, des loueurs de matériel de ski d'une station de sport d'hiver se retrouvent et s'accordent sur les prix des locations de leurs produits.

Le client A considère que cette pratique est bénéfique pour les consommateurs parce qu'elle garantit des prix identiques entre les loueurs et leur économise la peine de rechercher le prix le plus faible.

Le client B considère que cette pratique est néfaste pour les consommateurs dans la mesure où elle conduit à des prix supérieurs.

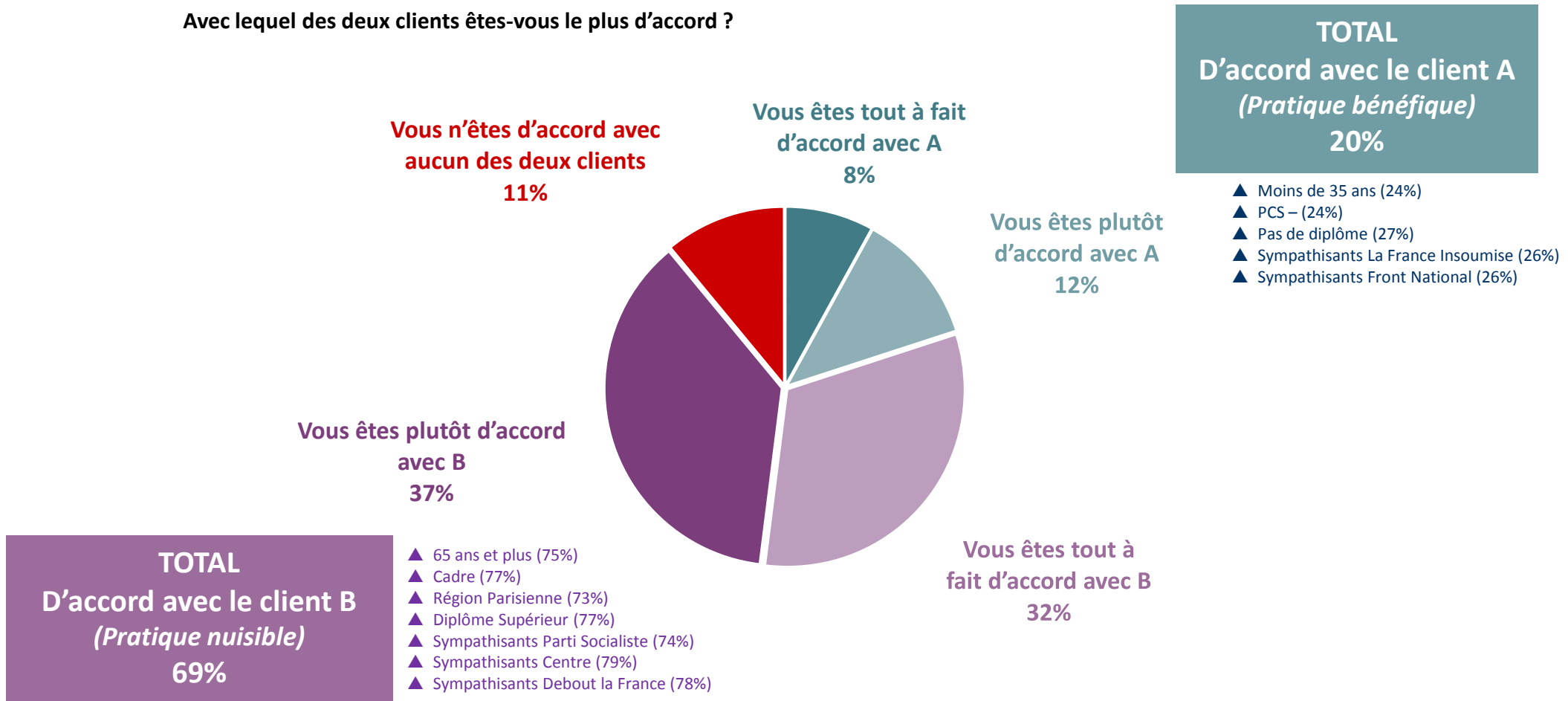
Avec lequel des deux clients êtes-vous le plus d'accord ?



Le jugement sur les commerçants s'accordant pour empêcher l'arrivée d'un nouveau concurrent

QUESTION : Les propriétaires des commerces de proximité de votre quartier se réunissent pour empêcher l'installation d'un nouveau commerce.
 Le client A pense que cette pratique est bénéfique pour les consommateurs car trop de concurrence nuit à la qualité des produits et des services offerts par ces commerces.
 Le client B considère que cette pratique est nuisible pour les consommateurs car elle les prive d'une possibilité de choix de produits différents et d'une concurrence plus forte entraînant une baisse des prix.

Avec lequel des deux clients êtes-vous le plus d'accord ?

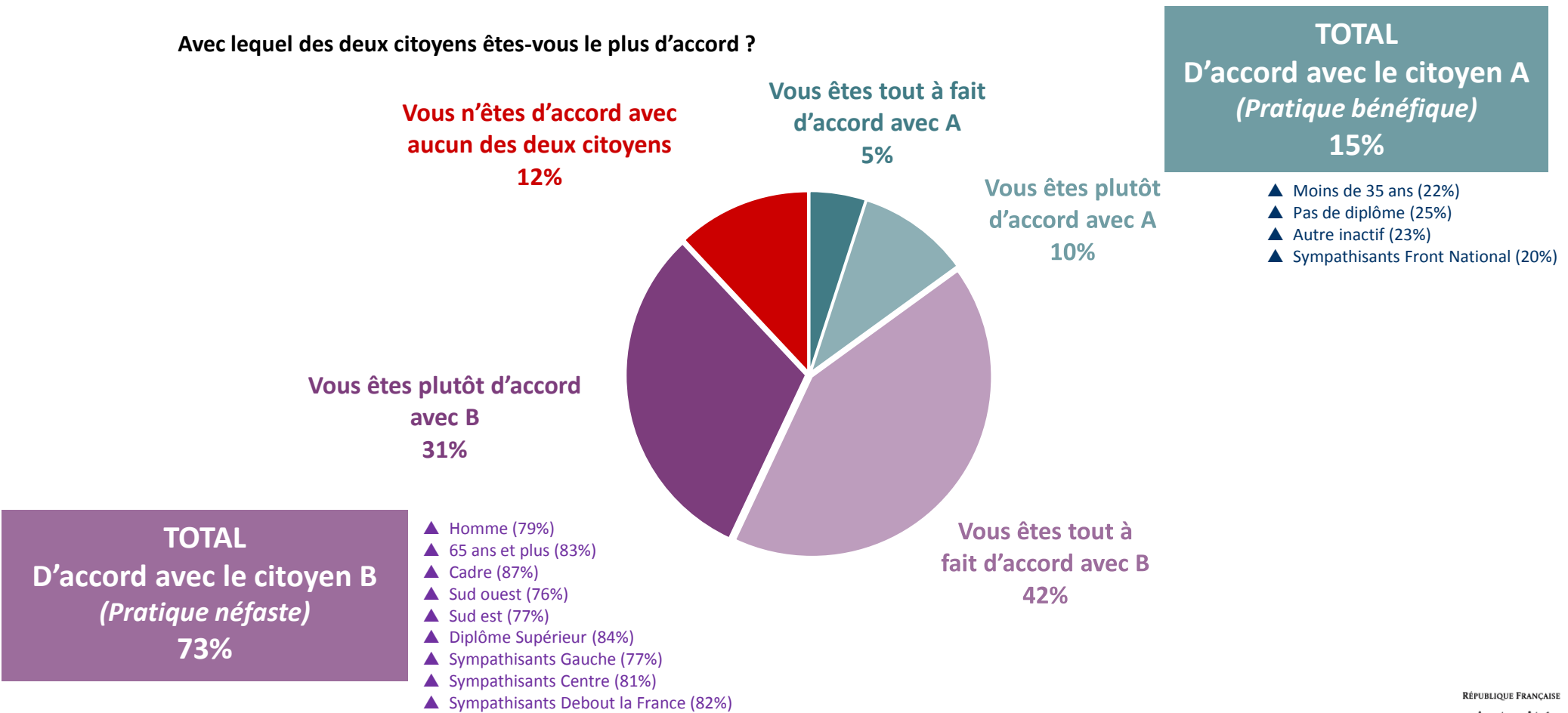


QUESTION : Le scénario suivant s'apparente à une entente illicite entre concurrents, appelée « cartel » (ce dernier terme sera utilisé dans la suite du questionnaire et se rapporte toujours à cette même pratique). On parle de cartels lorsque des concurrents s'accordent secrètement sur les prix qu'ils vont pratiquer.

Le citoyen A pense qu'il s'agit d'une pratique qui n'est pas nuisible pour les consommateurs et que les entreprises devraient pouvoir fixer librement leurs prix : ce comportement ne devrait pas être puni.

Le citoyen B estime que le cartel est néfaste pour les consommateurs, que chaque entreprise doit fixer son prix indépendamment des concurrents, et que cette pratique doit être punie.

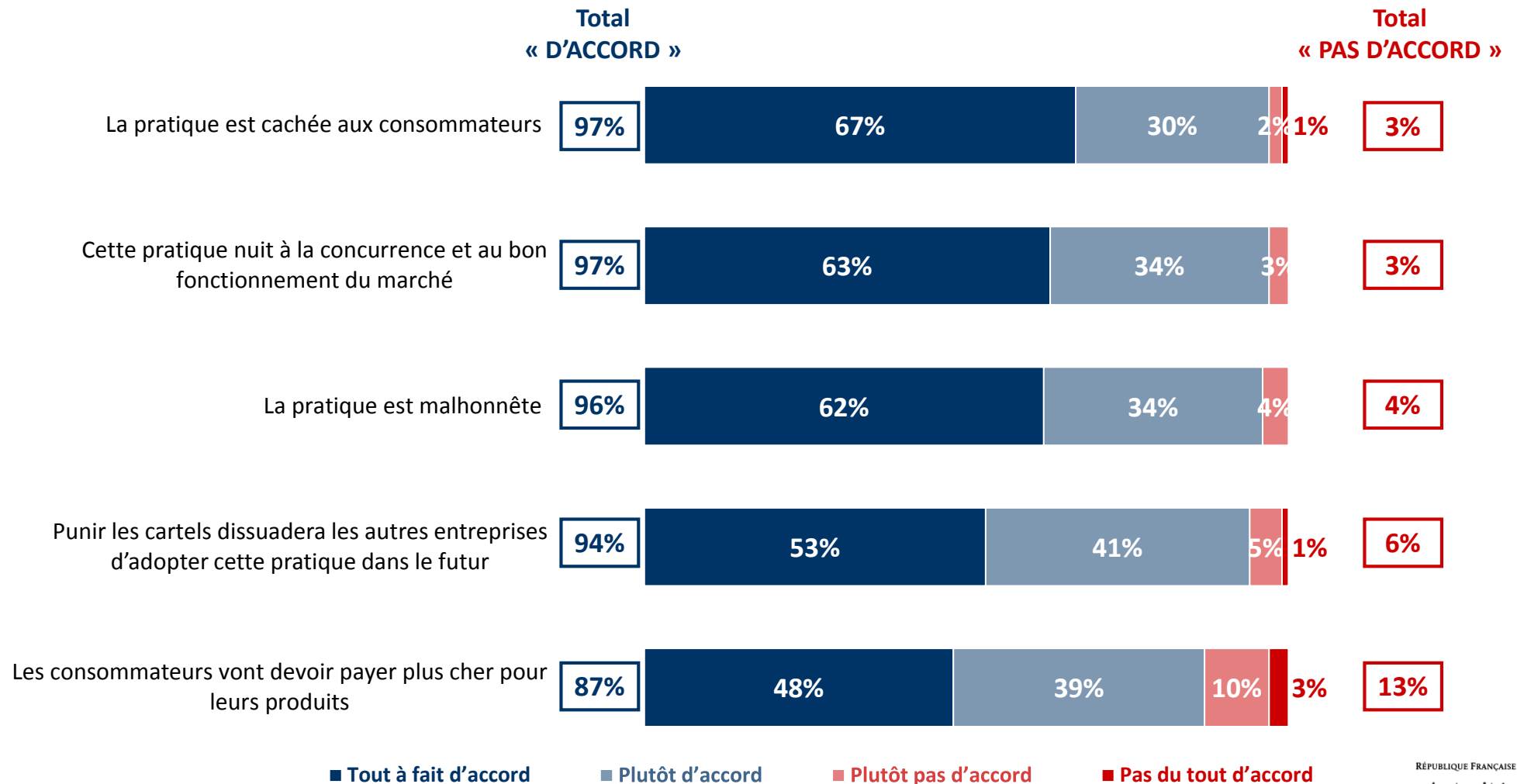
Avec lequel des deux citoyens êtes-vous le plus d'accord ?



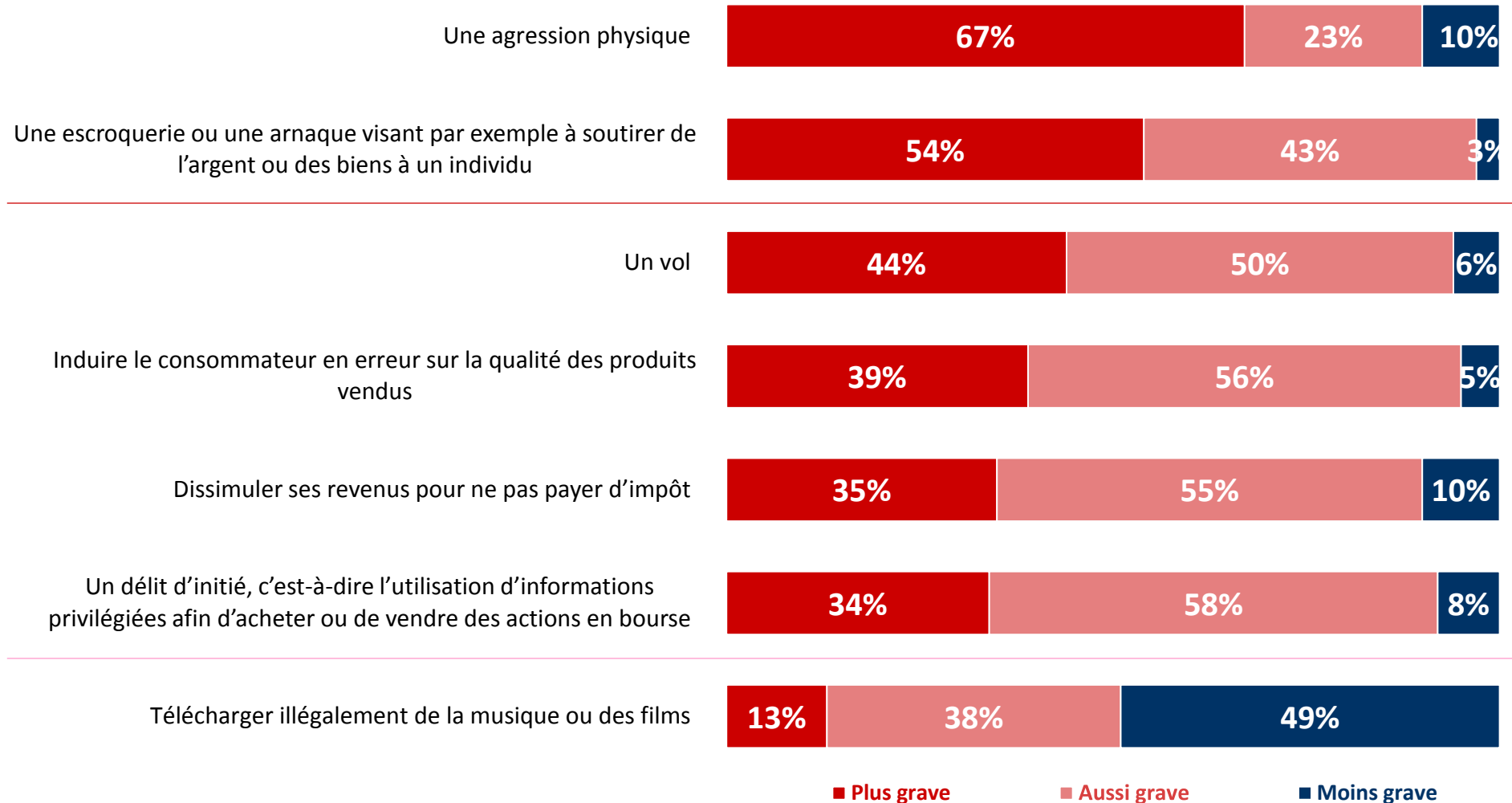
QUESTION : Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les raisons suivantes de sanctionner les cartels, c'est-à-dire des concurrents qui s'accordent en secret sur les prix qu'ils vont pratiquer ?

Les cartels doivent être sanctionnés car...

Base : A ceux qui sont d'accord avec le citoyen B (qui pense que les cartels doivent être sanctionnés), soit 73% de l'échantillon

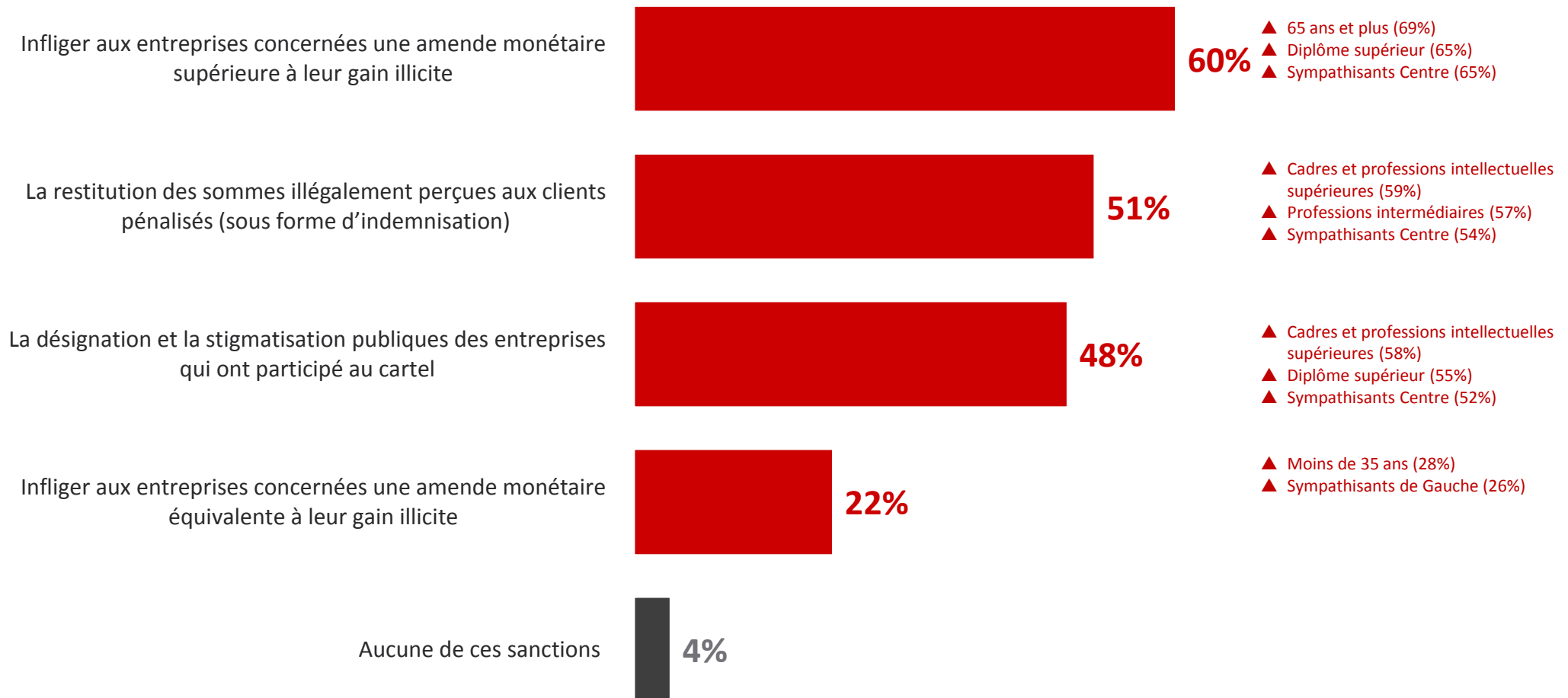


QUESTION : Pour chacune des pratiques illicites suivantes, indiquez si selon vous, cette pratique s'avère être plus grave, aussi grave ou moins grave que le cartel ?



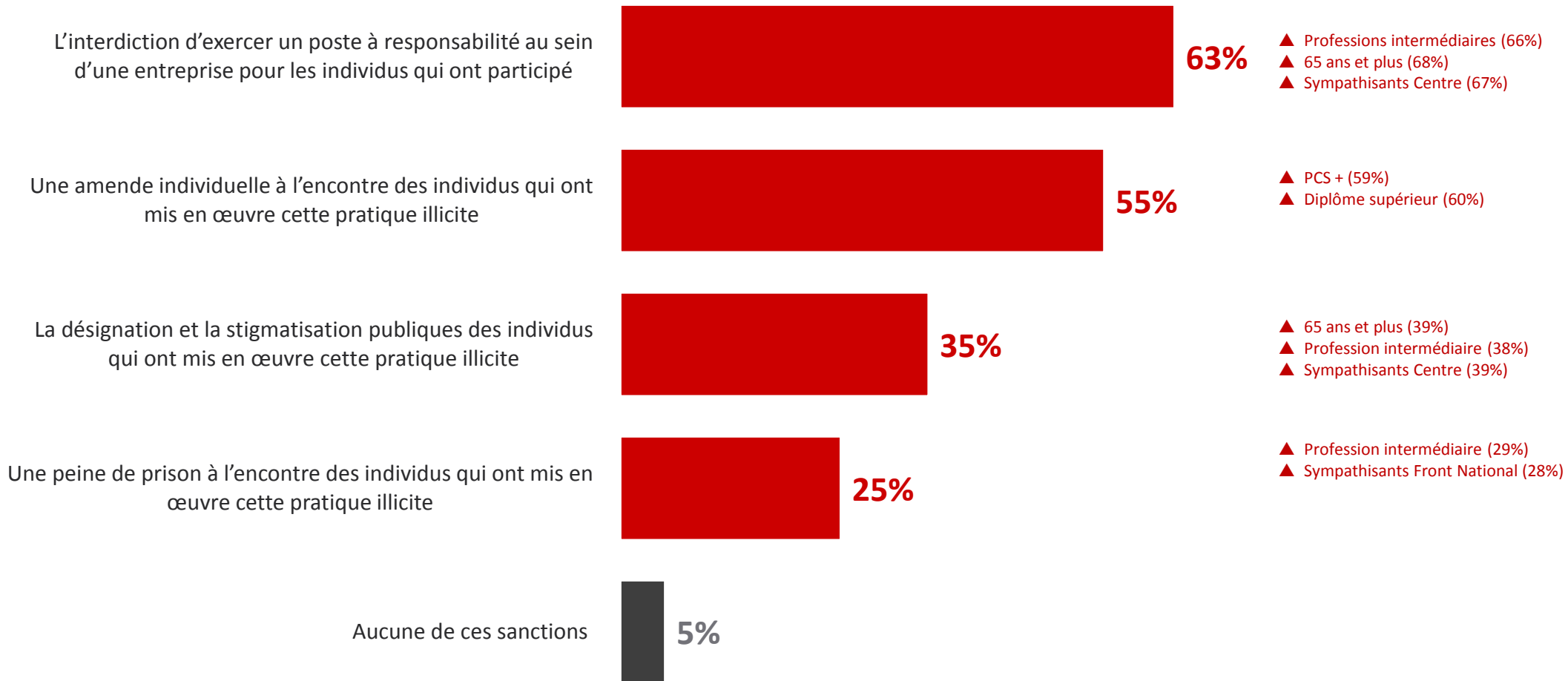
QUESTION : Quatre grandes entreprises se mettent d'accord pour fixer leurs prix de telle sorte qu'elles réalisent un profit supérieur et que leurs consommateurs payent un prix plus élevé à celui qui prévaudrait si elles se comportaient de manière indépendante.

Quel type de sanction devrait selon vous être infligé à ces entreprises ?



QUESTION : La décision de s'entendre illégalement en formant un cartel est en général le fait de certains individus dans l'entreprise.

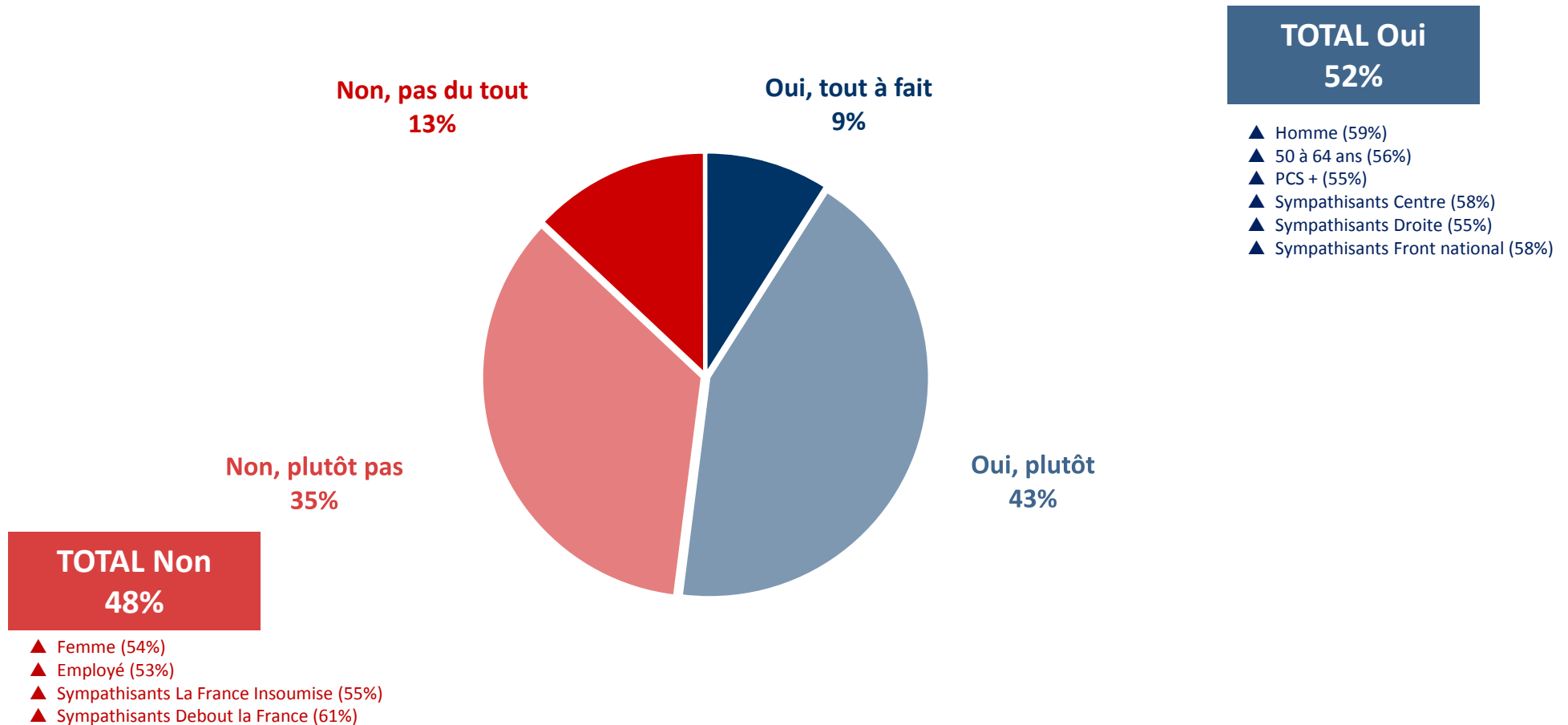
En plus de la sanction à l'encontre de l'entreprise, quelles sanctions devraient être infligées à ces individus ?



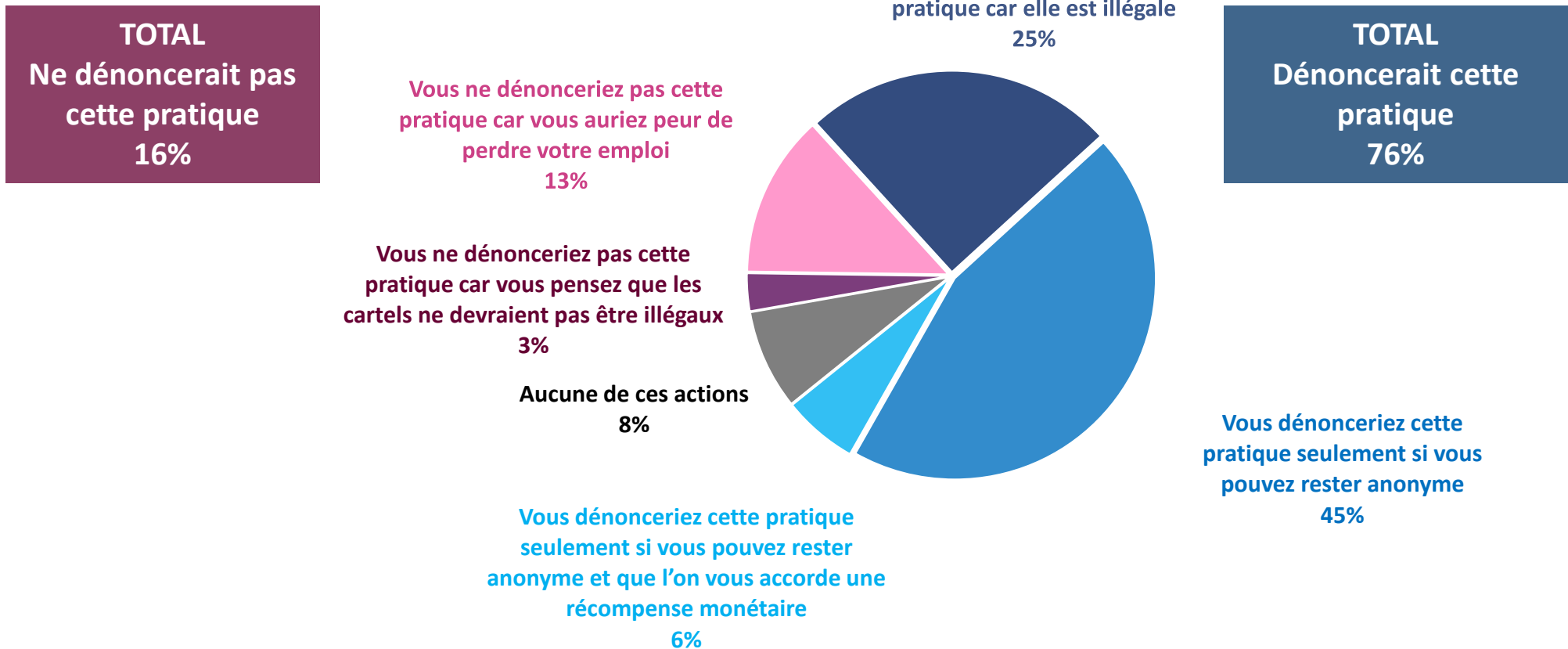
Le jugement sur l'immunité des poursuites accordée à la première entreprise dénonçant sa participation à un cartel

QUESTION : Imaginez qu'une entreprise qui participe à ce cartel décide de dénoncer cette entente illicite aux autorités en échange d'une immunité des poursuites à son encontre. Les autres entreprises du cartel seront poursuivies et condamnées. Si le cartel n'avait pas été dénoncé, les autorités n'auraient pas eu connaissance de cette pratique secrète, difficile à détecter.

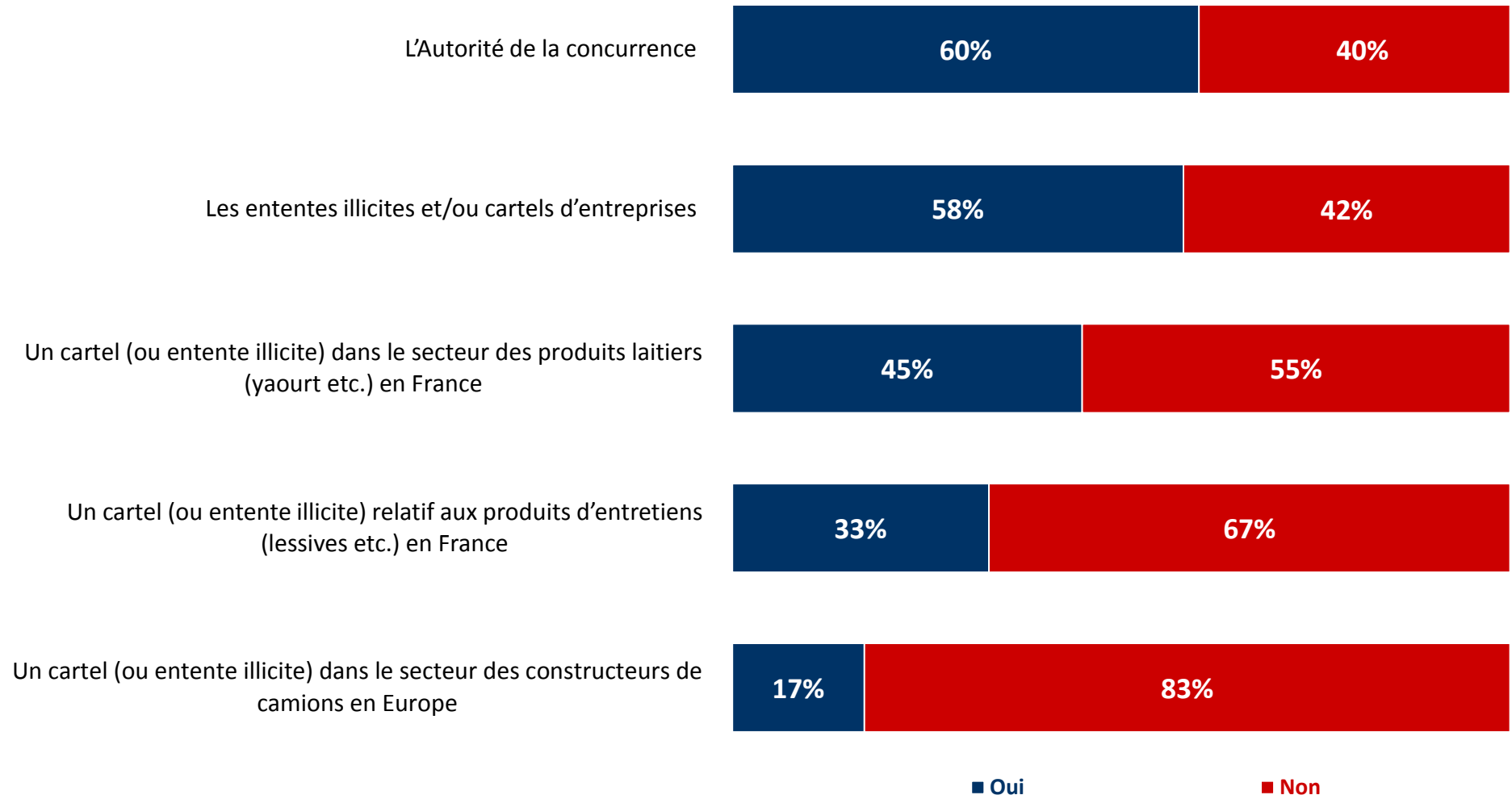
Estimez-vous qu'il est acceptable d'accorder cette immunité des poursuites à la première entreprise qui dénonce l'entente ?



QUESTION : Vous êtes employé(e) d'une grande entreprise et vous savez que cette dernière a participé à un cartel (entente sur les prix avec ses concurrents) et que cette pratique est illégale. Vous vous posez la question de dénoncer cette pratique de votre employeur aux autorités compétentes. Quelle action reflèterait le mieux votre comportement dans cette situation ?



QUESTION : Aviez-vous entendu parler avant cette enquête des organisations ou affaires suivantes se rapportant aux ententes illicites ou cartels ?



QUESTION : Une entreprise qui domine un marché se retrouve confrontée à l'arrivée d'une petite entreprise innovante. Afin de gêner l'entrée de ce nouveau concurrent, l'entreprise dominante l'empêche d'accéder à ses clients en leur imposant des clauses d'exclusivité.

Le consommateur A pense que la réaction de l'entreprise dominante relève du jeu normal de la concurrence.

Le consommateur B considère que cette pratique est nuisible car elle empêche l'émergence d'un nouveau produit ou d'une offre commerciale alternative.

Avec lequel des consommateurs êtes-vous le plus d'accord ?

